

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA SITUATION HUMANITAIRE À ALEP EN SYRIE, À PARIS LE 12 DÉCEMBRE 2016.

[Télécharger le .pdf](#)

LE PRESIDENT : Je voulais recevoir cet après-midi, parce qu'il y a urgence, les organisations Médecins Sans Frontières, Médecins du Monde et L'union des Organisations de Secours et Soins Médicaux de façon à ce qu'un véritable ultimatum humanitaire puisse être lancé, c'est la volonté de ces organisations, et c'est la nôtre.

Il y a en effet un péril immédiat, il y a déjà eu tant de massacres à Alep-Est mais aujourd'hui, il s'agit de permettre à la population civile, plus de 120 000 personnes, de pouvoir être alimentée, soignée, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui - ce n'est plus le cas aujourd'hui- et de permettre l'évacuation de cette population et des soins qui peuvent lui être apportés.

Je voulais aussi dire toute la détermination de la France partout où elle peut agir, que ce soit au niveau des Nations unies, au niveau européen mais aussi pour ce qui nous concerne, pour mobiliser tous nos efforts de manière à ce qu'il puisse y avoir ces couloirs humanitaires, cet accès des organisations aux populations qui sont aujourd'hui victimes et que nous puissions permettre que les soins puissent être apportés. L'enjeu est d'arrêter cette offensive, ce massacre et ces bombardements. L'enjeu, c'est aussi de permettre à la population de pouvoir sortir dignement sans être inquiétée. L'enjeu, c'est de pouvoir la soigner.

La France doit être en première ligne, elle le sera et je veux saluer le travail admirable des organisations qui sont aujourd'hui mobilisées, elles sont nombreuses, plusieurs sont ici présentes. La France a toujours voulu une solution politique, la France active tous ses réseaux pour apporter une solution humanitaire mais la France ne peut pas laisser faire un massacre sur Alep et c'est aujourd'hui ce qui est en cause.

Il y a une responsabilité directe du régime syrien, de ses soutiens. Si rien n'est fait, si l'ultimatum n'est pas entendu, il y a des responsabilités qui devront être appelées.

Voilà le sens de l'accueil que j'ai voulu aujourd'hui réserver aux organisations, je vais leur laisser la parole et leur permettre de s'exprimer librement de manière indépendante pour donner l'exacte vérité sur ce qui se produit à Alep.

Journaliste : Monsieur le président, vous avez parlé d'ultimatum ?

LE PRESIDENT : humanitaire, ce sont les mots des organisations et ce sont les mots que je reprends.

Journaliste : Et comment comptez-vous porter cet ultimatum ?

LE PRESIDENT : Dire qu'il y a quelques jours encore pour permettre à la population de pouvoir être alimentée, d'être soignée, de pouvoir sortir sans être inquiétée pour sa sécurité, et que ceux qui ne le feront pas seront appelés à en répondre. Ca sera leur responsabilité qui sera engagée.

Je vous laisse la parole. Merci !